

les organisations régionales ayant acquis, à l'échelle internationale, une expérience en matière d'assistance électorale;

16. *Félicite* de leurs activités les organisations non gouvernementales qui ont fourni une assistance électorale à des Etats Membres, sur la demande de ceux-ci;

17. *Invite* les Etats Membres qui n'ont pas répondu à la demande faite par le Secrétaire général, en application du paragraphe 10 de la résolution 45/150 tendant à ce qu'ils communiquent leurs vues sur les moyens qui permettraient à l'Organisation de répondre comme il convient aux demandes d'assistance électorale formulées par les Etats Membres, à le faire de façon que le Secrétaire général puisse faire figurer ces vues dans son prochain rapport à l'Assemblée générale;

18. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, lors de sa quarante-septième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Questions relatives aux droits de l'homme », de l'application de la présente résolution, de l'expérience que l'Organisation aura acquise et de ses recommandations en matière d'assistance électorale aux Etats Membres qui le demandent, des directives et mandats détaillés mis au point concernant la participation de l'Organisation des Nations Unies à des processus électoraux, ainsi que de la nature des demandes formulées par les Etats Membres et de la suite qui leur aura été donnée.

75^e séance plénière
17 décembre 1991

46/138. Droits de l'homme en Haïti

L'Assemblée générale,

Guidée par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme⁸ et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme²⁶,

Réaffirmant que tous les Etats Membres sont tenus de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et de s'acquitter des obligations prévues dans les divers instruments pertinents,

Prenant note de la résolution 1991/77 de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1991, relative à la situation des droits de l'homme en Haïti²⁸,

Profondément préoccupée par les événements graves survenus en Haïti depuis le 29 septembre 1991, qui ont causé une interruption brutale et violente du processus démocratique dans ce pays, entraînant des violations des droits de l'homme et des pertes en vies humaines,

Préoccupée également par l'exode massif d'Haïtiens qui fuient leur pays en raison de la dégradation de la situation politique et économique depuis le 29 septembre 1991,

Notant la déclaration sur la situation des Haïtiens déplacés, adoptée à l'unanimité le 22 novembre 1991 par le Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains²⁹, et l'envoi ultérieur en Haïti, le 4 décembre 1991, d'une mission d'enquête de la Commission interaméricaine des droits de l'homme,

1. *Réaffirme* sa résolution 46/7 du 11 octobre 1991, relative à la situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti;

2. *Condamne énergiquement* le renversement du Président constitutionnellement élu Jean-Bertrand Aristide, ainsi

que le recours à la violence, la coercition militaire et la violation des droits de l'homme dans ce pays;

3. *Condamne également* les violations flagrantes des droits de l'homme commises sous le gouvernement illégitime qui a pris le pouvoir à la suite du coup d'Etat perpétré le 29 septembre 1991, et en particulier les exécutions sommaires, les arrestations et détentions arbitraires, les pratiques de torture, les perquisitions sans mandat, les viols, la mise à sac des bâtiments publics et privés, les restrictions aux libertés de mouvement, d'expression, de réunion et d'association, ainsi que la répression des manifestations populaires en faveur du retour du président Jean-Bertrand Aristide;

4. *Remercie* le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de ses activités en faveur des Haïtiens qui fuient le pays et invite les Etats Membres à continuer d'apporter à ses efforts un soutien matériel et financier;

5. *Appelle l'attention* de la communauté internationale sur le sort des Haïtiens qui fuient leur pays et lui demande de soutenir les efforts entrepris pour leur venir en aide;

6. *Prie* la Commission des droits de l'homme d'examiner, à sa quarante-huitième session, le rapport de l'expert indépendant nommé par le Secrétaire général pour suivre la situation des droits de l'homme en Haïti et invite l'expert indépendant à présenter à la Commission une version de ce rapport mise à jour compte tenu des événements survenus le 29 septembre 1991 et de l'évolution ultérieure de la situation.

75^e séance plénière
17 décembre 1991

46/139. Développement social

L'Assemblée générale,

Prenant note de la décision 1991/230 du Conseil économique et social, en date du 30 mai 1991,

Ayant à l'esprit le débat général auquel elle a procédé à sa quarante-sixième session,

Considérant la Déclaration des ministres des affaires étrangères du Groupe des 77, adoptée le 30 septembre 1991, dans laquelle les ministres ont réaffirmé l'importance des questions sociales dans le cadre du système des Nations Unies, souligné la nécessité pour les pays en développement de s'efforcer de coordonner et d'harmoniser leurs positions dans ce domaine et, à cet égard, accueilli avec satisfaction l'idée de convoquer un sommet mondial consacré au développement social³⁰,

Tenant compte du débat que la Troisième Commission a consacré à cette question et de l'appui général qui s'est exprimé en faveur d'un sommet mondial pour le développement social et des consultations en cours,

Prenant note des déclarations faites devant la Troisième Commission, lors de la quarante-sixième session, par le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et par la Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Vienne, Chef du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat³¹,

Rappelant sa résolution 42/125 du 7 décembre 1987, dans laquelle elle a fait siens les Principes directeurs pour les politiques et programmes de protection sociale orientés vers le développement dans un avenir proche⁴³,

Rappelant également sa résolution 44/65 du 8 décembre 1989, dans laquelle elle a réaffirmé la validité des Principes directeurs en tant que cadre approprié pour l'action future dans le domaine de la protection sociale et du développement social,

Ayant à l'esprit la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, qu'elle a adoptée dans sa résolution 2542 (XXIV) du 11 décembre 1969,

Sachant que l'opinion internationale se rend de mieux en mieux compte que l'économique et le social sont des facteurs importants de paix et de sécurité,

1. *Accueille avec satisfaction* la décision 1991/230 du Conseil économique et social, dans laquelle ce dernier a prié le Secrétaire général de consulter tous les Etats Membres sur la possibilité de réunir un sommet mondial pour le développement social et de lui faire rapport sur la question à sa session ordinaire de 1992;

2. *Accueille également avec satisfaction* la décision prise par le Secrétaire général de charger un représentant spécial de procéder en son nom à ces consultations et invite le Représentant spécial à prendre dûment note, dans le rapport qu'il adressera au Secrétaire général, des points de vue exprimés à l'Assemblée générale et à la Troisième Commission sur le sommet mondial pour le développement social;

3. *Demande* aux gouvernements de prêter tout leur concours au Secrétaire général et à son Représentant spécial en participant activement à ces consultations;

4. *Prie* les organes, organismes et programmes compétents des Nations Unies d'apporter au Secrétaire général et à son Représentant spécial l'assistance voulue pour ces consultations;

5. *Prie* le Conseil économique et social de lui soumettre une recommandation appropriée à sa quarante-septième session, après avoir examiné le rapport qu'il a demandé au Secrétaire général dans sa décision 1991/230.

75^e séance plénière
17 décembre 1991

46/140. Rationalisation des travaux de la Troisième Commission, y compris le programme de travail bienal de la Commission pour 1992-1993

L'Assemblée générale

1. *Prend acte* du rapport du Groupe de travail sur la rationalisation des travaux de la Troisième Commission¹⁹²;

2. *Confirme* les recommandations qu'elle a faites dans sa résolution 45/175 du 18 décembre 1990 touchant la rationalisation des travaux de la Troisième Commission et recommande les mesures supplémentaires de rationalisation indiquées dans l'annexe I de la présente résolution;

3. *Approuve* le programme de travail bienal de la Troisième Commission pour 1992-1993, qui figure à l'annexe II de la présente résolution;

4. *Prie* le Secrétaire général de se conformer à la présente résolution lorsqu'il établira l'ordre du jour provisoire de la Troisième Commission pour la quarante-septième session.

75^e séance plénière
17 décembre 1991

ANNEXE I

Mesures supplémentaires à prendre pour la rationalisation des travaux de la Troisième Commission

A. — DIRECTIVES CONCERNANT LA LIMITATION DE LA DURÉE ET DU NOMBRE DE DÉCLARATIONS DES DÉLÉGATIONS ET DES REPRÉSENTANTS DU SECRÉTARIAT

1. Conformément à l'article 106 du règlement intérieur de l'Assemblée générale et au paragraphe 22 de sa décision 34/401 sur la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale, le Président de la Troisième Commission devrait proposer à la Commission, au début de chaque session, la limitation du temps de parole.

2. Vu la résolution 45/175 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1990, sur la rationalisation des travaux de la Troisième Commission, les déclarations faites par les délégations ou au nom de groupes de délégations, de même que les déclarations des représentants du Secrétariat, ne devraient pas, sauf décision contraire de la Commission prise au début de la session, dépasser 15 minutes. Cette limitation sera appliquée à tous les intervenants avec une certaine souplesse. Pour gagner du temps, tous les intervenants sont invités à faire preuve de discipline, plus particulièrement lorsque des déclarations auront déjà été faites au nom d'un groupe. Pour des raisons pratiques, il convient d'encourager les déclarations de groupe le premier jour de la discussion d'un point ou d'une subdivision de point de l'ordre du jour. A cet égard, on ne saurait trop souligner qu'il importe de faire distribuer la documentation à temps, conformément au règlement intérieur de l'Assemblée générale, pour permettre aux délégations de s'inscrire sans tarder sur la liste des orateurs.

Déclarations liminaires des représentants du Secrétariat

3. Outre ce qui est dit dans la résolution 45/175 de l'Assemblée générale au sujet de ces déclarations liminaires, celles-ci devraient être prononcées au début de l'examen d'une question.

Déclarations sur les points intitulés « Elimination du racisme et de la discrimination raciale » et « Droit des peuples à l'autodétermination »

4. Conformément à la résolution 45/175 de l'Assemblée générale, ces deux points doivent être examinés conjointement.

5. Les délégations qui souhaiteront faire deux déclarations distinctes, c'est-à-dire une pour chacun des deux points, pourront le faire.

Déclarations sur le point intitulé « Développement social : a) Questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, au vieillissement, aux personnes handicapées et à la famille; b) Prévention du crime et justice pénale »

6. Conformément à la résolution 45/175 de l'Assemblée générale, les alinéas a et b doivent être examinés séparément.

7. Les délégations qui voudront faire deux déclarations distinctes concernant l'alinéa a pourront le faire.

Déclarations sur le point intitulé « Questions relatives aux droits de l'homme : a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme; b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les autres moyens qui s'offrent de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales; c) Situations en matière de droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux »

8. Dans sa résolution 45/175, l'Assemblée générale a recommandé d'examiner l'alinéa a séparément et d'examiner les alinéas b et c conjointement.

9. Les délégations qui voudront faire deux déclarations sur ce point pourront le faire à condition de ne pas intervenir deux fois sur l'un ou l'autre des alinéas qui le composent.

B. — PRÉSENTATION DES PROJETS DE RÉSOLUTION

10. Les déclarations faites pour présenter des projets de résolution devraient être aussi brèves que possible.

C. — PROJETS DE RÉSOLUTION SUR LES RAPPORTS DES ORGANES CRÉÉS PAR TRAITÉ ET RAPPORTS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ÉTAT DES TRAITÉS

11. Tous les organes créés par traité présenteront, conformément à leurs mandats respectifs, des rapports annuels à l'Assemblée générale. Les résolutions de fond consacrées à ces rapports devraient être adoptées tous les deux ans, conformément au programme de travail de la Troisième Commission. Chaque fois que cela sera possible, il est recommandé de ne pas présenter à part les projets de résolution sur l'état des traités, mais de les incorporer dans le projet de résolution relatif au rapport de l'organe considéré. Une année sur deux, la Commission se bornerait à prendre acte des rapports, sauf si elle jugeait nécessaire de se prononcer sur une question de fond.